

## Questions orales

## L'INDUSTRIE

## LA PÉNURIE DE MATÉRIAUX BRUTS ET LA HAUSSE DES PRIX—DEMANDE D'INVENTAIRE DÉTAILLÉ

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que les acheteurs ont déclaré que le manque actuel de matériaux bruts de base comme l'acier, les produits chimiques, le cuivre et le zinc freinent l'expansion et augmentent la pression qui existe sur les prix, le ministre dira-t-il à la Chambre si le gouvernement a récemment fait un inventaire détaillé de nos matériaux de base et, dans l'affirmative, déposera-t-il cette étude?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, nous surveillons étroitement, produit par produit, les matériaux qui pourraient devenir rares, mais nous n'avons pas le rapport général dont a parlé le député.

**M. Kempling:** Étant donné que le ministre se plaint continuellement que l'une des causes principales de l'inflation est la demande mondiale, le gouvernement est-il prêt à fixer des lignes de conduite pour les prix intérieurs des domaines clés afin d'empêcher que les demandes étrangères excessives fassent monter le prix des matériaux de base au Canada?

**M. Gillespie:** Monsieur l'Orateur, le débat que nous avons eu à cet égard indique, à mon avis, qu'une telle politique ne serait pas efficace.

\* \* \*

[Français]

## LES AÉROPORTS

## MIRABEL—LE DROIT DES PERSONNES EXPROPRIÉES DE RECOURIR À L'ARBITRAGE—L'ATTITUDE DU MINISTRE

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné qu'il semble y avoir des injustices dans plusieurs offres relatives au dédommagement à verser par le gouvernement pour acheter les fermes ou autres propriétés de ce secteur en vue de la construction de l'aéroport de Mirabel, près de Montréal, et dans le dessein de donner satisfaction aux personnes en cause, l'honorable ministre peut-il dire s'il permettra à ces propriétaires, qui se croient lésés dans leurs droits, de se prévaloir du droit d'arbitrage pour faire régler leurs cas?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, la loi sur l'expropriation prévoit un recours judiciaire, et certains sont allés devant les tribunaux afin de faire déterminer l'indemnité qu'ils ne trouvaient pas satisfaisante. Au fait, la procédure existe en vertu de la loi, et sur 3,000 cas, litigieux, je crois qu'il n'en reste que 350, dont 150 seront facilement réglables.

## MIRABEL—QUESTION RELATIVE À LA PROCÉDURE D'EXPROPRIATION—L'INÉGALITÉ DES OFFRES

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Il y a actuellement exactement 381 cas non réglés. Dans 90 cas, les propriétaires n'ont reçu aucune avance, et les autres en ont reçu. Or, dans le cas de celui qui a reçu une

[M. l'Orateur.]

avance et n'habite pas sa ferme, j'aimerais savoir en vertu de quelle autorité le gouvernement peut sous-louer ou louer ces terrains à d'autres que le cultivateur qui n'a pas encore vendu sa ferme?

**M. l'Orateur:** J'ai l'impression que l'honorable député invite le ministre à exprimer une opinion juridique. Si je me trompe, le ministre pourrait tenter de répondre à l'honorable député de Témiscamingue.

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, l'expropriation est un fait: le gouvernement fédéral est propriétaire de toutes les terres qui seront occupées par l'aéroport. Au sujet du deuxième point relatif aux 381 cas en cause, je pourrais peut-être fournir au député un plan de la division. Il ne faudrait peut-être pas citer un nombre global, car on n'a pu communiquer avec certains propriétaires. Alors le chiffre de 381 sur 3,000 est déjà exagéré, et il faudra peut-être le réduire.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. L'honorable député peut poser sa question supplémentaire, après quoi je reconnaîtrai l'honorable chef de l'opposition.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais connaître la raison pour laquelle certains experts du gouvernement accordent à un cultivateur \$64,000 pour sa propriété, alors qu'ils n'offrent que \$51,000 à son voisin, qui a exactement la même superficie de terrain, avec des bâtisses semblables.

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, il faudrait que j'aie en main les deux dossiers en cause. Peut-être qu'avec l'honorable collègue, on pourrait voir pourquoi les...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

[Traduction]

## LA CONSOMMATION

## LA SURVEILLANCE DES RÉDUCTIONS FISCALES ET TARIFAIRES EN FAVEUR DES CONSOMMATEURS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Il se souviendra que depuis environ quatre mois je lui demande, sans succès, un rapport des résultats du prétendu contrôle des réductions des droits de douane et d'accise annoncées dans le budget. Peut-il me dire ce qui se passe et m'indiquer brièvement en quoi consiste ce processus de contrôle et quelle est la raison de ce retard?

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, une section de mon ministère est spécialement chargée du travail relatif à diverses enquêtes. Comme je l'ai dit au député à la Chambre l'autre jour, ce travail n'est pas terminé et demandera encore un certain temps car il est nécessaire d'évaluer d'abord les effets économiques des réductions fiscales proposées dans le budget. Bien entendu, elles ne s'appliquent pas aux stocks en mains au moment où le budget a été présenté à la Chambre; il est donc évident que je pense qu'il faut un certain temps pour terminer le travail.